

May 2009 / mai 2009

For the latest news on voting system reform, visit www.fairvote.ca.

Pour les dernières informations sur la réforme du système électoral, visitez le site Internet <http://www.fairvote.ca/fr>.

(la version française suit)

- BC-STV referendum setback, but the growing campaign for electoral reform will continue
- Fair Vote Canada "Future Directions" conference set for June 13 in Ottawa
- FVC National Council election results
- Quebec charter challenge will go to the Appeals Court

BC-STV referendum setback, but the growing campaign for electoral reform will continue

The BC-STV proposal attracted only 39% support in the May 12 BC electoral reform referendum, but both reformers and opponents agreed that the electoral reform discussion will continue in British Columbia.

With voter turnout sinking to 50%, an all-time low and a mood of economic uncertainty, BC-STV leaders acknowledged "the time just wasn't right for change."

The Vice President of the No STV Campaign told the Vancouver Sun "I don't think electoral reform is going away". That assessment was confirmed in a post-referendum statement by the BC-STV campaign leaders: "The most important democratic advancements in history took many years to achieve – the fight for a fair voting system will continue."

In the months leading up to the referendum, the BC-STV campaign organized thousands of grassroots volunteers, produced an excellent website, sponsored a very successful Facebook group, and did television and radio advertising. In addition, a YouTube video of former [Deputy Premier Christy Clark, now a popular radio host](#) who declared her support for BC-STV, was the most popular news and politics video on YouTube several days before the referendum.

In contrast, the No STV campaign directed virtually all of its financial resources to paid television, radio and print advertising, claiming that BC-STV is confusing and would reduce community representation because of the larger ridings.

"Of course, we are disappointed that BC-STV didn't pass, but we are confident the discussion does not end here," said Shoni Field, a former member of the 160-member

Citizens' Assembly, which in 2004 recommended BC-STV as the best electoral system for BC.

Fair Voting BC has tentatively planned to hold a conference in June to assess all aspects of the campaign, identify lessons learned and plan the next steps for British Columbia activities.

Fair Vote Canada "Future Directions" conference set for June 13 in Ottawa

FVC members and electoral reformers are invited to a special one-day conference in Ottawa on June 13 to discuss the future direction of Canada's electoral reform movement.

"With the significant surge of electoral reform interest generated during the October 2007 federal election, and referendum experiences in three provinces, plus a court challenge underway in Quebec, we think this is the right time for a comprehensive review of strategy and tactics," said Andy Blair, Vice President of Fair Vote Canada. "We appreciate that only a limited number of people will be able to attend the conference, so all Fair Vote Canada members will be invited to participate in an extensive online survey in advance to provide as much input as possible."

More details on the conference agenda, registration and the advance survey will be available soon.

FVC National Council election results

The National Council election results were announced at the 8th Annual General Meeting of Fair Vote Canada, held in Vancouver on April 18. The five successful candidates for the three-year terms were: Wendy Bergerud (Victoria, BC), Bronwen Bruch (Oakville, ON), Sean Geobey (Toronto, ON), Gord Hunter (Saskatoon, SK) and June Macdonald (Toronto, ON). The newly elected National Council members join Doug Bailie (Edmonton, AB), Andy Blair (Ottawa, ON), Stephen Broscoe (Vancouver, BC), Jennifer Dailey-O'Cain (Edmonton, AB), Wilf Day (Port Hope, ON), John Deverell (Pickering, ON), Barbara Odenwald (Gatineau, QC), Linda Sheppard (Toronto, ON), Wayne Smith (Toronto, ON), and Julian West (Ladysmith, BC).

Quebec charter challenge will go to the appeals court

In March, the Quebec Superior Court ruled against the legal challenge to first-past-the-post, initiated by [l'Association pour la Revendication des Droits Democratique](#) (ARDD). The Quebec electoral reformers argued that the Quebec Elections Act violates equal treatment in law and freedom from legal discrimination based on political or ethnic association. The case will move up to the appeals court. Fair Vote Canada will be working with ARDD to provide support for the case, which will likely be heard by the court within the year.

Mai 2009

Pour les dernières informations sur la réforme du système électoral, visitez le site Internet <http://www.fairvote.ca/fr>.

Sommaire:

- Échec du référendum en Colombie-Britannique mais cette campagne qui prend de l'ampleur, continuera.
- La conférence de Représentation équitable au Canada sur ses «avenues futures» se tiendra à Ottawa, le 13 juin prochain.
- Résultats des élections au Conseil national du REC
- Le débat juridique sur la Charte des Droits du Québec ira en Cour d'appel.

Échec du référendum en Colombie-Britannique mais cette campagne qui prend de l'ampleur continuera.

La proposition de réforme électorale basée sur le Vote unique transférable en Colombie-Britannique, n'a reçu l'appui que de 39% des électeurs lors du référendum du 12 mai dernier. Cependant, partisans et opposants s'accordent pour dire que la discussion sur la réforme électorale dans cette province se poursuivra.

Un taux de participation qui a chuté à 50%, de tous les temps le niveau le plus faible, associé à un climat d'incertitude au plan économique, sont des facteurs qui ont obligé les leaders du mouvement en faveur du Vote unique transférable pour la tenue des élections en Colombie-Britannique, à reconnaître que «ce n'était pas le bon moment pour ordonner un tel changement».

Le vice-président de la campagne menée contre l'adoption du Vote unique transférable a déclaré lors d'un entretien au Vancouver Sun qu'il ne «croit pas que le débat sur la réforme électorale soit terminé». Cette évaluation a été partagée par les leaders de la campagne favorables à la réforme: «Dans l'histoire, les progrès les plus importants en matière de démocratie, ont demandé plusieurs années pour s'implanter – la bataille pour obtenir un système électoral équitable continuera».

Dans les mois qui ont précédé la tenue du référendum, les leaders de la campagne favorables au Vote unique transférable ont regroupé des milliers de bénévoles, assuré la production d'un excellent site Internet, soutenu un groupe «Facebook» très populaire et fait de la publicité radiophonique et télévisuelle. En plus, une vidéo sur «YouTube» de l'ancien vice-premier ministre Christy Clark, maintenant un animateur radio populaire, donnant son appui à la campagne du «Oui», a été la vidéo en matière politique la plus populaire sur «YouTube» et cela, pendant plusieurs jours précédant le référendum.

À l'opposé, les partisans du «Non» ont pratiquement dirigé toutes leurs ressources financières pour payer les réseaux de télévision et de radio, la publicité imprimée pour

affirmer que le Vote unique transférable était compliqué et qu'il réduirait la représentation communautaire en raison des larges circonscriptions.

«Bien sûr que nous sommes déçus que la proposition du vote unique transférable n'ait pas été adoptée, mais nous demeurons convaincus que la discussion ne s'arrête pas ici», a déclaré Shoni Field, un des 160 anciens membres de l'Assemblée des Citoyens, organisme qui avait recommandé en 2004 que le vote unique transférable serait le meilleur système électoral pour la Colombie-Britannique.

Représentation équitable Colombie-Britannique a provisoirement planifié la tenue en juin d'une conférence pour évaluer tous les aspects de la campagne, identifier les leçons apprises et planifier les prochaines étapes des activités en Colombie-Britannique.

La conférence de Représentation équitable au Canada sur ses «avenues futures» se tiendra à Ottawa, le 13 juin prochain.

Les membres de Représentation équitable au Canada et les partisans d'une réforme électorale sont invités à une rencontre spéciale d'une journée qui se tiendra à Ottawa, le 13 juin prochain, pour discuter de l'action future du mouvement de réforme électorale au Canada.

«Compte tenu de l'intérêt grandissant relatif à la réforme électorale, généré par l'élection fédérale d'octobre 2007, des référendums sur cette question tenus dans trois provinces et le débat juridique en cours au Québec, nous pensons qu'il est temps de revoir en profondeur notre stratégie et nos tactiques», a déclaré Andy Blair, vice-président de Représentation équitable au Canada. «Nous nous rendons bien compte qu'un nombre limité de personnes seront capables d'assister à cette conférence. Nous invitons donc tous les membres du REC de participer à l'avance à un sondage en ligne, ce qui nous permettra d'obtenir un plus grand nombre d'idées sur cette question».

Plus de détails sur l'ordre du jour de la conférence, l'inscription et ce sondage d'opinion mené à l'avance, vous seront disponibles bientôt.

Résultats des élections au Conseil national du REC

Les résultats des élections au Conseil national ont été divulgués lors de la 8^e Assemblée générale annuelle tenue à Vancouver, le 18 avril dernier. Les cinq candidats élus pour des termes de trois ans sont: Wendy Bergerud (Victoria, CB), Bronwen Bruch (Oakville, ON), Sean Geobey (Toronto, ON), Gord Hunter (Saskatoon, SK) et June Macdonald (Toronto, ON).

Ces nouveaux membres élus au Conseil national se joignent aux autres membres du Conseil, Doug Bailie (Edmonton, AB), Andy Blair (Ottawa, ON), Stephen Broscoe (Vancouver, BC), Jennifer Dailey-O'Cain (Edmonton, AB), Wilf Day (Port Hope, ON), John Deverell (Pickering, ON), Barbara Odenwald (Gatineau, QC), Linda Sheppard (Toronto, ON), Wayne Smith (Toronto, ON), et Julian West (Ladysmith, BC).

Le débat juridique sur la Charte des Droits du Québec ira en Cour d'appel.

En mars, la Cour supérieure du Québec a rejeté la contestation en droit du vote uninominal à un tour lancée par l'Association pour la revendication des droits démocratiques (ARDD). Ces partisans d'une réforme électorale estiment que la loi électorale du Québec viole le droit et la liberté à un traitement égal contre toute discrimination basée sur l'association politique ou ethnique. La cause sera portée à l'attention de la Cour d'appel. Représentation équitable au Canada soutiendra l'ARDD dans cette affaire qui sera probablement entendue plus tard cette année.